

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

POUVOIR JUDICIAIRE

[C – 2005/09754]

Tribunal du travail de Bruges

Par ordonnance du 1^{er} septembre 2005, M. Malysse, W., a été désigné par le président du tribunal du travail de Bruges pour exercer les fonctions de juge social suppléant, à titre de travailleur ouvrier, à ce tribunal, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de septante ans.

RECHTERLIJKE MACHT

[C – 2005/09754]

Arbeidsrechtbank te Brugge

Bij beschikking van 1 september 2005 werd de heer Malysse, W., door de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Brugge aangewezen om het ambt van plaatsvervangend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider, in deze rechtbank uit te oefenen tot hij de leeftijd van zeventig jaar heeft bereikt.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2005/00595]

Circulaire relative au modèle de rapport de cohabitation ou d'installation commune établi dans le cadre de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de la circulaire du 30 septembre 1997 relative à l'octroi d'une autorisation de séjour sur la base de la cohabitation dans le cadre d'une relation durable

Mesdames et Messieurs les bourgmestres du Royaume,

La vie commune étant une condition pour obtenir le droit de séjour dans le cadre du regroupement familial auprès d'un étranger non ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen (EEE) (1), d'un Belge ou d'un étranger ressortissant d'un Etat membre de l'EEE, un rapport, appelé rapport de cohabitation ou d'installation commune selon le cas, doit être dressé par les agents de police dans ces différentes hypothèses.

Ce rapport doit également être dressé en vue de contrôler la cohabitation qui sert de fondement à l'octroi d'une autorisation de séjour sur la base de la cohabitation dans le cadre d'une relation durable, conformément au point D de la circulaire du 30 septembre 1997 relative à ce type d'autorisation de séjour.

Par ailleurs, ce rapport est utilisé, dans certains cas, dans le cadre de l'octroi d'une autorisation de séjour accordée sur base des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 (ex. : auteur d'enfant belge, enfant majeur d'étranger non européen,...), ainsi que dans le cadre de demandes en révision.

Le modèle de rapport utilisé dans le cadre du regroupement familial et de l'octroi d'une autorisation de séjour sur la base de la cohabitation était fixé par le circulaire du 8 juillet 1999 (2). Toutefois, ce modèle était sujet à diverses critiques d'ordre pratique de la part des agents de police chargés de le compléter.

En outre, des modèles de rapport différents étaient utilisés dans le cadre de l'octroi d'une autorisation de séjour accordée sur base des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 et dans le cadre des demandes en révision.

Par conséquent, il a été décidé de rédiger un nouveau modèle de rapport au regard des remarques formulées afin qu'il soit plus pratique, plus court et commun à tous les services de l'Office des Etrangers.

La circulaire du 8 juillet 1999 à la quelle était annexé le rapport utilisé dans le cadre du regroupement familial et de l'octroi d'une autorisation de séjour sur la base de la cohabitation est dès lors remplacée par la présente circulaire.

Vous trouverez ci-joint ce nouveau modèle de rapport de cohabitation ou d'installation commune.

Pour rappel, les contrôles effectués en vue de rédiger ces rapports doivent avoir lieu dans le respect des dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) (en particulier son article 8 garantissant le droit à la vie privée et familiale) ainsi que dans le respect des libertés fondamentales garanties par la Constitution (en particulier l'article 15 relatif à l'inviolabilité du domicile).

Les données factuelles recueillies par les fonctionnaires de police dans le cadre de ces contrôles permettront à l'Office des Etrangers de prendre les décisions administratives adéquates relatives au séjour de plus de trois mois des intéressés en Belgique. Elles sont donc essentielles.

I. Définitions

A. Contrôle de cohabitation

Ce contrôle doit avoir lieu dans les hypothèses suivantes :

- en cas de regroupement familial d'un membre de la famille d'un étranger non ressortissant d'un Etat membre de l'EEE (1) (article 10 de la loi du 15 décembre 1980);
- en cas de regroupement familial d'un membre de la famille d'un étudiant étranger non ressortissant d'un Etat membre de l'EEE (1) (article 10bis de la loi du 15 décembre 1980);
- en cas de relation durable entre concubins ressortissants d'un Etat membre de l'EEE (1) ou non (circulaire du 30 septembre 1997);
- dans certains cas de demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980;
- le cas échéant, en cas de demande en révision introduite à l'encontre d'une décision de refus de regroupement familial prise en application de l'article 11 de la loi du 15 décembre 1980 (article 64 de la loi du 15 décembre 1980).

Ce contrôle de cohabitation est plus strict que le contrôle d'installation commune (voir infra) en ce qu'il implique la vérification d'une « cohabitation » effective des étrangers concernés. Il s'agira dans ce cadre de vérifier si les étrangers concernés vivent ensemble, s'ils ont un domicile commun, s'ils se connaissent mutuellement,...

B. Contrôle de l'installation commune

L'article 40 de la loi du 15 décembre 1980 comporte une obligation d'installation commune dans le chef du membre de la famille (3) d'un étranger ressortissant d'un Etat membre de l'EEE (1) ou d'un Belge, qui vient le rejoindre en Belgique.

La notion d'« installation commune » a été introduite dans l'article 40 de la loi du 15 décembre 1980 par la loi du 6 août 1993 dans un but de concordance avec la réglementation européenne (4).

Cette notion n'implique pas une obligation de cohabitation ou de vie commune permanente.

Si l'étranger ressortissant d'un Etat membre de l'EEE (1) ou le Belge rejoint réside effectivement en Belgique, il y a lieu de vérifier que lui et le membre de sa famille s'installent ensemble, c'est-à-dire qu'ils partagent une communauté de vie.

Entre époux par exemple, il doit exister une relation conjugale réelle et cela même si leurs résidences sont séparées (selon les termes du Conseil d'Etat, il doit y avoir « persistance d'un minimum de relation entre les époux »).

D'un point de vue pratique, le contrôle de l'installation commune entre époux vise à constater l'effectivité de la relation conjugale.

Par exemple, il y a bien communauté de vie si les époux vivent séparés pendant la semaine, pour des raisons professionnelles ou autres, mais se rejoignent le week-end. Il n'y a par contre pas communauté de vie si un époux ne se présente qu'une fois par semaine au domicile de son conjoint pour y retirer son courrier.

Dans de tels cas, le fonctionnaire de police devra approfondir l'enquête pour connaître le lieu de résidence éventuel d'un des époux.

Un tel contrôle d'installation commune doit également être fait en cas de demande en révision à l'encontre d'une décision de rejet d'une demande d'autorisation d'établissement d'un membre de la famille (5) d'un étranger ressortissant d'un Etat membre de l'EEE (1) ou d'un Belge, qui vient le rejoindre en Belgique

II. Fréquence des contrôles

A. Contrôle de cohabitation

1. Dans le cas du regroupement familial d'un membre de la famille d'un étranger non ressortissant d'un Etat membre de l'EEE (article 10 de la loi du 15 décembre 1980), le contrôle doit être effectué dans le courant du huitième mois qui suit l'introduction de la demande de séjour, conformément à la circulaire du 28 février 1995 relative à la procédure prévue à l'article 12*bis* de la loi du 15 décembre 1980 et concernant le droit de séjour des étrangers visés à l'article 10 de la même loi (6).

2. Dans le cas du regroupement familial d'un membre de la famille d'un étudiant étranger non ressortissant d'un Etat membre de l'EEE (article 10*bis* de la loi du 15 décembre 1980), le contrôle doit être effectué sur instruction du bureau « étudiants » de l'Office des Etrangers.

3. Dans le cas de la relation durable entre concubins ressortissants d'un Etat membre de l'EEE ou non (circulaire du 30 septembre 1997), le contrôle doit être effectué à quatre reprises, sur instruction de l'Office des Etrangers :

le premier contrôle doit avoir lieu au cours de la période de six mois qui suit la délivrance de l'autorisation de séjour provisoire;

les trois autres contrôles doivent avoir lieu une fois par an pendant trois ans, le premier de ceux-ci devant être effectué après l'expiration du premier délai de six mois précité.

4. Dans le cas d'une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980, le contrôle doit être effectué sur instruction de l'Office des Etrangers.

5. Dans le cas d'une demande en révision introduite à l'encontre d'une décision de refus de regroupement familial prise en application de l'article 11 de la loi du 15 décembre 1980, le contrôle doit être effectué sur instruction de l'Office des Etrangers.

B. Contrôle de l'installation commune

Ce contrôle doit être effectué sur instruction de l'Office des Etrangers.

Tout renseignement complémentaire relatif à l'objet de cette instruction peut être obtenu auprès de l'Office des étrangers :

— Pour les cas individuels :

— Bureau regroupement familial : 02-274 60 16 (F.) ou au 02-274 60 11 (N.);

— Bureau long séjour : 02-206 18 07 (F.) ou 02-274 60 35 (N.);

— Bureau demandes en révision : 02-205 55 62.

— Pour toute question d'ordre juridique : Bureau d'études : 02-206 19 23 (F.) ou 02-206 19 22 (N.).

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAEL

Notes

(1) Rappel : l'EEE est composé des vingt-cinq Etats membres de l'Union européenne et des trois pays de l'AELE : Islande, Liechtenstein et Norvège.

(2) *Moniteur belge* du 6 octobre 1999.

(3) Pour rappel, il s'agit de son conjoint, de ses descendants ou ceux de son conjoint, âgés de moins de 21 ans ou à leur charge, de ses ascendants ou ceux de son conjoint qui sont à leur charge ou du conjoint de ces personnes.

(4) Article 10 du Règlement CEE n° 1612/68 du 15 octobre 1968 sur la libre circulation des travailleurs au sein de la Communauté.

(5) Pour rappel, il s'agit de son conjoint, de ses descendants ou ceux de son conjoint, âgés de moins de 21 ans ou à leur charge, de ses ascendants ou ceux de son conjoint qui sont à leur charge ou du conjoint de ces personnes.

(6) *Moniteur belge* du 31 mars 1995.

C . Le contrôle

1. Date et heure du contrôle (en cas de passages successifs, mentionner la (les) date(s) et l' (les) heure(s) de ceux-ci). Pour rappel les contrôles doivent s'effectuer à des moments différents (matin, après-midi, soir, week-end)

- | | |
|------------------------|------------------------|
| - le.....àh..... | - le.....àh..... |
| - le.....àh..... | - le.....àh..... |
| - le.....àh..... | - le.....àh..... |

2. Nom(s) indiqué(s) sur la sonnette ou sur la boîte aux lettres :

.....

3. Les habitants donnent-ils l'autorisation d'entrer dans le domicile : OUI – NON.

A quel moment avez-vous eu accès à cette habitation ? leàh

Commentaires éventuels / Motif du refus éventuel

.....

.....

4. Présence des deux intéressés : OUI - NON

Si NON,

* Identité de l'intéressé(e) présent(e) :

.....

* Motif de l'absence du (de la) / des intéressé(e)s et, si possible, raison(s) de celle-ci :

.....

* Si les personnes ne vivent pas sous le même toit :

- depuis quand :

- déclaré par : confirmé ou non confirmé par

- indiquer si possible le lieu de résidence de la personne séparée

.....

- motif(s) pour le(s)quel(s), les intéressés ne sont pas à la même adresse

.....

.....

.....

D. Autres personnes vivant sous le même toit

	Nom	Prénom	Date de naissance	Nationalité	Lien de parenté
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

E. Pour rappel, ce rapport est établi en vue de contrôler la cohabitation ou l'installation commune effective des intéressés dans le cadre du regroupement familial¹, de la cohabitation dans le cadre d'une relation durable², d'un recours contre une décision de l'Office des Etrangers ou d'une demande d'autorisation de séjour³. Le rapport ne préjuge pas de la décision du Ministre ou de l'Office des étrangers. Cependant, l'impossibilité d'établir ce rapport suite à des circonstances dépendantes de la volonté des intéressés peut conduire à une décision de refus de séjour ou d'établissement, ou de prolongation de l'autorisation de séjour

Signature du conjoint/ ascendant/
descendant/ concubin demandeur,

Signature du Belge/ de l'étranger EEE/ de
l'étranger non-EEE admis ou autorisé au
séjour en Belgique ou autorisé à s'y établir,

¹ articles 10, 10bis ou 40 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

² circulaire du 30 septembre 1997 relative à l'octroi d'une autorisation de séjour sur la base de la cohabitation dans le cadre d'une relation durable.

³ articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

CASES RESERVEES AU FONCTIONNAIRE DE POLICE LOCALE

F. Quelles sont les constatations pouvant conduire à l'existence ou à la non-existence d'une installation commune ou d'une cohabitation effective ?

- Description de l'habitation : (préciser maison privée ou autre)

.....
.....
.....

- Objets personnels (vêtements, photos....) :

.....
.....

- Enquête de voisinage :

.....
.....
.....
.....

G. Remarques éventuelles :

.....
.....
.....

Fait à _____ le _____

Signature et cachet du fonctionnaire de police :

H. Remarques éventuelles de l'administration communale :

.....
.....

Date :

Signature :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2005/00595]

Omzendbrief betreffende het verslag van samenwoning of van gezamenlijke vestiging dat opgesteld wordt in het kader van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de omzendbrief van 30 september 1997 betreffende het verlenen van een verblijfsmachtiging op basis van samenwoning in het kader van een duurzame relatie

Dames en heren burgemeesters van het Rijk,

Aangezien het samenleven een voorwaarde is om het recht op verblijf te verkrijgen in het kader van de gezinshereniging met een vreemdeling die geen onderdaan is van een lid-Staat van de Europese Economische Ruimte (E.E.R.) (1), een Belg of een vreemdeling die een onderdaan is van een lid-Staat van de E.E.R., moet een verslag (naar gelang van het geval, het verslag van samenwoning of van gezamenlijke vestiging genoemd) door de politieagenten worden opgesteld.

Dit verslag moet eveneens worden opgesteld met het oog op het controleren van de samenwoning, die als basis dient voor het verlenen van een machtiging tot verblijf op basis van samenwoning in het kader van een duurzame relatie, overeenkomstig punt D van de omzendbrief van 30 september 1997 betreffende dit type machtiging tot verblijf.

Bovendien wordt dit verslag in bepaalde gevallen ook gebruikt in het kader van het verlenen van een machtiging tot verblijf die wordt toegekend op basis van artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 (bv. : ouders van een Belgisch kind, meerderjarig kind van een niet-Europese vreemdeling) en in het kader van verzoeken tot herziening.

Het model van het verslag dat wordt gebruikt in het kader van de gezinshereniging en het verlenen van een verblijfsmachtiging op basis van samenwoning werd vastgelegd door de omzendbrief van 8 juli 1999 (2). Het praktische nut van dit model werd echter betwist door de politieagenten die het moesten invullen.

Bovendien werden verschillende modellen van het verslag gebruikt in het kader van het verlenen van een verblijfsmachtiging op basis van artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 en in het kader van de verzoeken tot herziening.

Bijgevolg werd beslist om, met het oog op de geformuleerde opmerkingen, een nieuw model voor het verslag op te stellen zodat het praktischer en korter wordt en door alle diensten van de Dienst Vreemdelingenzaken kan worden gebruikt.

De omzendbrief van 8 juli 1999, waaraan het verslag dat wordt gebruikt in het kader van de gezinshereniging en de toekenning van een machtiging tot verblijf op basis van samenwoning werd toegevoegd, wordt bijgevolg vervangen door de huidige omzendbrief.

Als bijlage vindt u het nieuwe model van het verslag van samenwoning of van gezamenlijke vestiging.

Bij wijze van herinnering : bij de controles die worden uitgevoerd met het oog op het opstellen van deze verslagen moet rekening worden gehouden met de bepalingen van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM) (met name artikel 8, dat het recht op een privé- en familieleven garandeert) en de fundamentele vrijheden die worden gegarandeerd door de Grondwet (met name artikel 15 betreffende de onschendbaarheid van de woning).

De feitelijke gegevens die door de politieambtenaren worden verzameld in het kader van deze controles zullen de Dienst Vreemdelingenzaken in staat stellen om de juiste administratieve beslissingen te nemen met betrekking tot het verblijf van meer dan drie maanden van de betrokkenen in België. Ze zijn dus van wezenlijk belang.

I. Definities

A. Controle van de samenwoning

Deze controle dient te geschieden in de volgende drie hypothesen :

— in het geval van gezinshereniging met een vreemdeling die geen onderdaan is van een lid-Staat van de E.E.R. (1) (artikel 10 van de wet van 15 december 1980);

— in het geval van gezinshereniging met een vreemdeling student die geen onderdaan is van een lid-Staat van de E.E.R. (1) (artikel 10bis van de wet van 15 december 1980);

— in het geval van een duurzame relatie tussen personen die al dan niet onderdanen zijn van een lid-Staat van de E.E.R. (1), die ongetrouwd samenwonen (omzendbrief van 30 september 1997);

— in bepaalde gevallen waarin een aanvraag van een machtiging tot verblijf wordt ingediend op basis van artikel 9 van de wet van 15 december 1980;

— in het geval van een verzoek tot herziening dat wordt ingediend tegen een beslissing tot weigering van verblijf op basis van gezinshereniging die wordt genomen in toepassing van artikel 11 van de wet van 15 december 1980 (artikel 64 van de wet van 15 december 1980) (indien dat nodig is).

Deze controle betreffende de samenwoning is strikter dan de controle betreffende de gezamenlijke vestiging (zie infra), aangezien nagegaan dient te worden of de betrokkenen wel effectief samenwonen. In dit verband moet meer bepaald worden nagegaan of de betrokken vreemdelingen samenwonen, of ze een gemeenschappelijke woning hebben en of ze elkaar kennen...

B. Controle van de gezamenlijke vestiging

Artikel 40 van de wet van 15 december 1980 legt de verplichting tot gezamenlijke vestiging op voor het familielid (3) van een vreemdeling die een onderdaan is van een lid-Staat van de E.E.R. (1) of van een Belg die zich in België bij die persoon komt voegen.

Het begrip « gezamenlijke vestiging » werd via de wet van 6 augustus 1993 ingevoegd in artikel 40 van de wet van 15 december 1980 teneinde de wet in overeenstemming te brengen met de Europese reglementering (4).

Het begrip « gezamenlijke vestiging » houdt niet de verplichting in om samen te wonen of permanent een gemeenschappelijk leven te leiden.

Indien de vreemdeling die een onderdaan is van een lid-Staat van de E.E.R. (1) of de Belg, bij wie men zich voegt, daadwerkelijk in België verblijft, dient er nagegaan te worden of de betrokkenen gezamenlijk gevestigd zijn, d.w.z. een gemeenschappelijk leven leiden.

Tussen echtgenoten dient er bijvoorbeeld sprake te zijn van een effectieve echtelijke relatie, ook al hebben zij afzonderlijke verblijfplaatsen (volgens de Raad van State dient er sprake te zijn van « een zekere duurzaamheid in het onderhouden van minimale echtelijke relaties »).

Praktisch gezien wordt er via de controle van de gezamenlijke vestiging nagegaan of er sprake is van een effectieve echtelijke relatie.

Zo is er bijvoorbeeld wel sprake van gezamenlijke vestiging indien de echtgenoten gedurende de week om professionele of andere redenen gescheiden leven, maar tijdens het weekend elkaar vervoegen. Er is daarentegen geen sprake van gezamenlijke vestiging indien een persoon zich slechts één keer per week aanbiedt bij de verblijfplaats van zijn echtgeno(o)t(e) om er zijn briefwisseling te komen afhalen. In dergelijke gevallen dient de politieambtenaar een grondig onderzoek uit te voeren om de eventuele verblijfplaats van één van de echtgenoten te achterhalen.

Een dergelijke controle van de gezamenlijke vestiging moet ook worden uitgevoerd in het geval van een aanvraag tot herziening van een beslissing tot afwijzing van een aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf van een familielid (5) van een vreemdeling die een onderdaan is van een lid-Staat van de EER (1) of van een Belg die met hem komt samenleven in België.

II. Regelmaat van de controles

A. Controle van de samenwoning

1. In het geval van gezinshereniging met een vreemdeling die geen onderdaan is van een lid-Staat van de E.E.R. (artikel 10 van de wet van 15 december 1980) dient de controle uitgevoerd te worden in de loop van de achtste maand na het indienen van de aanvraag tot verblijf, overeenkomstig de omzendbrief van 28 februari 1995 betreffende de procedure voorzien in artikel 12bis van de wet van 15 december 1980 en aangaande het recht op verblijf van vreemdelingen bedoeld in artikel 10 van dezelfde wet (6).

2. In het geval van gezinshereniging met een vreemdeling student die geen onderdaan is van een lid-Staat van de E.E.R. (artikel 10bis van de wet van 15 december 1980) moet de controle worden uitgevoerd op instructies van het bureau « studenten » van de Dienst Vreemdelingenzaken.

3. In het geval van een duurzame relatie tussen personen die al dan niet onderdanen zijn van een lid-Staat van de E.E.R., die ongehuwd samenleven (omzendbrief van 30 september 1997) dienen, op instructies van de Dienst Vreemdelingenzaken, vier controles te worden uitgevoerd :

— de eerste controle dient plaats te vinden gedurende de periode van zes maanden die volgt op het toekennen van de voorlopige machtiging tot verblijf;

— de drie andere controles dienen gedurende drie jaar één keer per jaar plaats te vinden. De eerste controle dient te worden uitgevoerd na het verstrijken van de bovenvermelde eerste termijn van zes maanden.

4. In het geval van een aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf op basis van artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 moet de controle worden uitgevoerd op instructie van de Dienst Vreemdelingenzaken.

5. In het geval van een verzoek tot herziening dat wordt ingediend tegen een beslissing tot weigering van gezinshereniging die wordt genomen in toepassing van artikel 11 van de wet van 15 december 1980 moet de controle worden uitgevoerd op instructie van de Dienst Vreemdelingenzaken.

B. Controle van de gezamenlijke vestiging

Deze controle wordt uitgevoerd op instructies van de Dienst Vreemdelingenzaken.

Alle bijkomende inlichtingen met betrekking tot het onderwerp van deze instructie kunnen worden verkregen bij de Dienst Vreemdelingenzaken :

— Voor de individuele gevallen :

— Bureau Gezinshereniging : 02-274 60 16 (F.) of 02-274 60 11 (N.);

— Bureau lang verblijf : 02-206 18 07 (F.) of 02-274 60 35 (N.);

— Bureau verzoeken tot herziening : 02-205 55 62.

— Voor elke vraag van juridische aard : Studiebureau : 02-206 19 23 (F.) of 02-206 19 22 (N.).

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

—
Nota's

(1) Herinnering : de E.E.R. is samengesteld uit de 25 lid-Staten van de Europese Unie en de drie landen van de E.V.A. : IJsland, Liechtenstein en Noorwegen.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 6 oktober 1999.

(3) Ter herinnering : het gaat om zijn echtgenoot, zijn bloedverwanten in de nederdalende lijn of die van zijn echtgenoot, die jonger zijn dan 21 jaar of die te hunnen laste zijn, zijn bloedverwanten in de opgaande lijn of die van zijn echtgenoot, die te hunnen laste zijn, of de echtgenoot van die personen.

(4) Artikel 10 van Verordening E.E.G. n° 1612/68 van 15 oktober 1968 betreffende het vrij verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap.

(5) Ter herinnering : het gaat om zijn echtgenoot, zijn bloedverwanten in de nederdalende lijn of die van zijn echtgenoot, die jonger zijn dan 21 jaar of die te hunnen laste zijn, zijn bloedverwanten in de opgaande lijn of die van zijn echtgenoot, die te hunnen laste zijn, of de echtgenoot van die personen.

(6) *Belgisch Staatsblad*, 31 maart 1995.

Verslag van samenwoning of van gezamenlijke vestiging

Op straffe van het niet in overweging nemen van het verslag moet het ten laatste op door het gemeentebestuur worden ontvangen.

A. Volledige identiteit van de Belg of de vreemdeling die toegelaten of gemachtigd is om in België te verblijven of om er zich te vestigen (informatie uit het rijksregister)

NAAM :

Voorna(a)m(en) :

Geboren op : te :

Nationaliteit : RR-nummer :

Geslacht :

Burgerlijke staat :

Beroep :

Ta(a)l(en) die men spreekt :

Nr. en aard van de identiteitskaart of de verblijfstitel :

* DVZ-nummer (vroeger OV) :

Adres :

B. Volledige identiteit van de echtgenoot/bloedverwant in de opgaande lijn/bloedverwant in de nederdalende lijn/bijzit van de vreemdeling of de Belg (informatie uit het Rijksregister)

NAAM :

Voorna(a)m(en) :

Geboren op : te :

Nationaliteit : RR-nummer :

Geslacht :

Burgerlijke staat :

Beroep :

Ta(a)l(en) die men spreekt :

Nr. en aard van het document of de verblijfstitel :

DVZ-nummer (vroeger OV) :

C . Controle

1. Datum en uur van de controle (in het geval van meerdere controles, de data en de uren van die controles vermelden). Ter herinnering : de controles moeten op verschillende tijdstippen plaatsvinden (ochtend, namiddag, avond, weekend)

- | | |
|-------------------------|-------------------------|
| - op.....omu..... | - op.....omu..... |
| - op.....omu..... | - op.....omu..... |
| - op.....omu..... | - op.....omu..... |

2. Na(a)m(en) die op de bel of de brievenbus is/zijn aangeduid :

.....

3. Geven de bewoners de toestemming om het huis te betreden : JA – NEEN
Op welk moment heeft u toegang gekregen tot de woning ? op om u
Eventueel commentaar / Motief voor de weigering

.....

.....

4. Aanwezigheid van de twee betrokkenen : JA - NEEN

Indien NEEN,

* Identiteit van de aanwezige betrokkene :

.....

* Motief voor de afwezigheid van de betrokkene(n) en, indien mogelijk, een reden hiervoor :

.....

* Indien de personen niet onder hetzelfde dak wonen.

- sinds wanneer :

- verklaard door : bevestigd of niet bevestigd door

- indien mogelijk de verblijfplaats van de afzonderlijk wonende persoon aanduiden

.....

- motieven waarom de betrokkenen niet op hetzelfde adres wonen

.....

.....

.....

D. Andere personen die onder hetzelfde dak wonen

	Naam	Voornaam	Geboortedatum	Nationaliteit	Verwantschapsband
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

E. Bij wijze van herinnering : dit verslag wordt opgesteld met het oog op het controleren van de effectieve samenwoning of gezamenlijke vestiging van de betrokkenen in het kader van de gezinshereniging¹, van de samenwoning in het kader van een duurzame relatie², van een beroep tegen een beslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken of een aanvraag van een machtiging tot verblijf³. Het verslag doet geen afbreuk aan de beslissing van de Minister of de Dienst Vreemdelingenzaken. Indien dit verslag echter niet kan worden opgesteld als gevolg van omstandigheden die afhangen van de wil van de betrokkenen kan dit tot een beslissing tot weigering van verblijf of vestiging of tot een verlenging van de machtiging tot verblijf leiden.

Handtekening van de
echtgenoot/bloedverwant in de opgaande
lijn/bloedverwant in de nederdalende
lijn/bijzit van de aanvrager

Handtekening van de Belg/van de EEG-
vreemdeling/van de niet-EEG-vreemdeling
toegelaten of gemachtigd tot een verblijf in
België of gemachtigd om er zich te vestigen,

¹ Artikelen 10, 10 bis of 40 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

² Omzendbrief van 30 september 1997 betreffende het verlenen van een verblijfsmachtiging op basis van samenwoning in het kader van een duurzame relatie.

³ Artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

GEDEELTE VOORBEHOUDEN AAN DE AMBTENAAR VAN DE LOKALE POLITIE

F. Uit welke vaststellingen kan het al dan niet bestaan van een effectieve gezamenlijke vestiging of samenwoonst worden afgeleid?

- Beschrijving van de huisvesting (preciseer of het al dan niet om een privé-woning gaat):

.....
.....

- Persoonlijke voorwerpen (kleren, foto's...) :

.....
.....
.....

- Buurtonderzoek :

.....
.....
.....
.....

G. Eventuele opmerkingen :

.....
.....
.....

Gedaan te

op

Handtekening en stempel van de
politiefunctionaris

H. Eventuele opmerkingen van het gemeentebestuur :

.....
.....

Datum :.....

Handtekening :